

Veille agricole Hongrie Février 2025

Produits alimentaires en hausse de 6 % en janvier 2025

Les prix des aliments ont augmenté de 6 % en glissement annuel (g.a) en janvier. Les hausses les plus significatives ont concerné la farine (+ 43,2 %), le lait (+ 25 %), les œufs (+23,8 %), les huiles de cuisson (+ 21,5 %), les jus de fruits et de légumes (+ 16 %), le beurre (+ 15,5 %), le chocolat et cacao (+ 12,9 %), les produits laitiers (+ 9,1 %) et le café (+ 8,1 %). En sens inverse, les prix des pâtes ont enregistré un repli de 3,6 %, ceux de la margarine de 2,9 % et de 2,1% pour les saucisses.

En un mois, par rapport à décembre 2024, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 1,5%, dont 1,9% pour les produits alimentaires.

Plafonnement des prix

Suite aux mauvais résultats en matière d'inflation, le ministre de l'économie nationale, Márton Nagy, a évoqué la possible réintroduction d'un plafonnement des prix des denrées alimentaires, précisant que le gouvernement interviendrait immédiatement dans l'intérêt des familles si cela s'avérait nécessaire. Selon lui, la forte inflation des denrées alimentaires est inacceptable, surtout pour des aliments de base tels que le lait et les œufs. Ces deux derniers représentent environ 13 % du panier alimentaire, soit près d'un tiers du panier total des consommateurs. À cette fin, le ministre a rencontré les représentants des chaînes de magasins, et s'est également entretenu avec la Fédération nationale du commerce et l'Organisation interprofessionnelle et Conseil des produits laitiers, qui regroupe les producteurs, les transformateurs et les détaillants. L'objectif serait de maintenir l'inflation à un étiage pour que les salaires réels continuent d'augmenter et que le pouvoir d'achat des mélanges soit renforcé.

Pour mémoire, les prix ont été gelés à plusieurs reprises ces dernières années. Le gouvernement a ainsi plafonné le prix des carburants à 480 HUF pendant un certain temps, puis a introduit des plafonds de prix pour certaines denrées alimentaires de base.

Dans le cas des carburants, le gel des prix a entraîné plusieurs pénuries consécutives dans le pays, ce qui a contraint le cabinet à lever cette mesure de manière brutale.

En ce qui concerne les denrées alimentaires, les magasins ont augmenté à grande échelle les prix des produits qui n'étaient pas soumis au gel pour compenser les prix bloqués, ce qui a généré de la surinflation. In fine, le gel des prix a été remplacé par un système de surveillance des tarifs pour une gamme d'environ 60 produits depuis le 1er juillet 2023.

Pour aider les familles, le gouvernement envisage actuellement d'élargir cette gamme à une centaine de produits, qui comprendrait notamment le poisson, le café, le thé, le riz, le bœuf, les brioches, le cacao en poudre et un certain nombre de produits laitiers.

Plan du gouvernement pour aider les retraités

Le gouvernement a annoncé que les retraités pourront récupérer la TVA sur leurs achats de produits laitiers, de fruits et de légumes. Le montant maximum de la TVA à récupérer se situerait entre 10 et 15 000 HUF. Le décret gouvernemental n'a pas encore été publié.

Selon les statistiques du KSH (Office central des statistiques), les familles dépensent 1,2 % de leur consommation totale en lait et 2,4 % en fruits et légumes. Cela signifie que, pour un montant total de dépenses de l'ordre de 200 000 HUF par mois, 2 400 HUF seraient consacrés à des achats de lait (avec un remboursement de TVA de 100 HUF), 4 800 HUF en fruit et légumes (avec un retour de TVA de 1000 HUF). Il existe actuellement environ 400 000

retraités dont la retraite n'atteint même pas 200 000 HUF par mois, ce qui signifie qu'ils ne peuvent espérer qu'un remboursement d'environ 600 HUF.

Pomme de terre

La production et la consommation de pommes de terre en Hongrie ont considérablement diminué au cours des dernières décennies : la superficie cultivée est passée de 15 000 hectares à près de 6 000 hectares, et la quantité de pommes de terre produites ne suffit plus depuis longtemps à couvrir la demande intérieure, de sorte que le pays doit les importer année après année.

Selon les données du KSH, la consommation nationale de pommes de terre était de 66,8 kilogrammes par habitant en 2005, pour tomber à 60,5 kilogrammes en 2010 et atteindre un étiage de 57,1 kilogrammes en 2017 avant de se stabiliser autour de 60 kilogrammes depuis lors.

La consommation de la Hongrie reste inférieure à la moyenne de l'UE27 et se positionne au plus bas par rapport aux pays du V4. La production a également connu une baisse significative, passant de 3 millions de tonnes de pommes de terre en 1960 à 700-800 mille tonnes au début des années 2000.

Les raisons de cette baisse tiennent notamment au changement climatique, au durcissement de la législation européenne en matière de protection des végétaux et à l'évolution des habitudes de consommation.

En 2024, les rendements ont été de 35 à 38 tonnes par hectare, ce qui est relativement correct en termes de production. Mais, pour les raisons susmentionnées, la vraie difficulté concerne la qualité. Pour un certain nombre d'agriculteurs, la moitié de la récolte globale n'a pu être classée comme pommes de terre de table.

Une irrigation modernisée, de meilleures solutions de stockage et des améliorations de l'équipement de production seraient nécessaires pour stimuler ce secteur à l'intérieur du pays. Il faudrait également une meilleure reconnaissance du rôle des chaînes de distribution dans les ventes, mais les producteurs sont aussi visés pour faire un effort important afin de devenir de meilleurs partenaires.

Selon les experts, une tendance positive commence à émerger pour la production de la pomme de terre mais, à court terme (5 à 10 ans), ils n'envisagent pas qu'il soit possible d'obtenir une amélioration significative. Le ministre de l'agriculture a déjà évoqué le besoin de renforcer le niveau d'autosuffisance en pomme de terre de la Hongrie lors d'une conférence du secteur l'an passé. Une nouvelle est prévue cette année, en mai.

Filière porcine et laitière

Selon les dernières données de l'UE, la Hongrie a enregistré la cinquième plus forte augmentation des abattages de porcs et de volailles et la deuxième plus forte croissance des achats de lait parmi les États membres au cours de la période de 11 mois, entre janvier et novembre 2024.

L'abattage de porcs a augmenté de 7,7 %, celui de volailles de 7,1 % et les achats de lait de 5,2 % par rapport à la même période de 2023 selon le Secrétaire d'État à l'Agriculture et au Développement rural. Il a aussi souligné que de meilleurs coûts de production, des prix d'achat plus stables, des subventions et le retour à la croissance de la consommation constituaient des conditions favorables à l'élevage et à la production de produits animaliers. De janvier à décembre 2024, un total d'environ 4,8 millions de porcs ont été abattus, avec un poids vif de près de 564 000 tonnes. Un autre résultat significatif, l'abattage total de volailles de boucherie s'est élevé à plus 237 millions, ce qui représente plus de 726 000 tonnes de poids vif. La croissance a été tirée par le secteur du poulet. La production laitière hongroise a également affiché une performance dynamique en 2024, puisqu'elle a atteint 1,73 million de tonnes.

Le Secrétaire d'État à l'Agriculture et au Développement rural a souligné que, grâce au plus large programme actuellement en cours d'investissements et de modernisation lié à l'élevage depuis le changement de régime, on pouvait observer une augmentation intensive de l'efficacité sectorielle dans la production de matières premières, ce qui avait pour effet de renforcer la compétitivité intérieure et internationale de l'élevage hongrois.